La guerre est finie, la guerre secrète continue les services de renseignement français en Alsace recouvrée (1918-1924)

The war is finished, the secret war is going on. French Intelligence services in reconquered Alsace (1918-1924)

Der Krieg ist beendet, der Krieg der Geheimdienste geht weiter. Französische Nachrichtendienste im wiedererlangten Elsass (1918-1924)

Gérald Sawicki

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3444>

DOI : 10.4000/alsace.3444

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 73-90

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Gérald Sawicki, « La guerre est finie, la guerre secrète continue », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3444> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3444>

La guerre est finie, la guerre secrète continue

les services de renseignement français en Alsace recouvrée (1918-1924)

73

Gérald Sawicki

Le 8 novembre 1918, une note du 2^e bureau de l'État-major de l'armée (EMA), révèle que même si l'Armistice vient à être signé, les services de renseignement (SR) doivent continuer leur activité, « dans un sens légèrement modifié, mais dans l'ensemble peu différent de leurs bases actuelles en ce qui concerne l'Allemagne et les pays neutres¹ ».

La fin de la Grande Guerre ne marque pas une véritable rupture dans l'organisation et le fonctionnement des SR. Composés de services militaires et policiers, ils doivent néanmoins se réadapter à la situation de temps de paix dans un territoire perdu il y avait 47 ans et désormais recouvert.

Quels sont les SR français en Alsace après 1918? Comment s'opèrent leur installation et leur réorganisation? Quelles sont leurs nouvelles et principales missions? À quels risques sont-ils confrontés et à quelles menaces s'attaquent-ils en priorité?

1. Olivier FORCADE, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde, 2008, p. 139.

Du service de renseignement de Belfort (SRB) au service de renseignement d'Alsace (SRA)

Le transfert d'un SR militaire en Alsace

En juin 1919, un SR militaire spécifique à l'Alsace est créé : le SR d'Alsace. Il s'agit en fait du simple transfert à Strasbourg d'un des postes frontière les plus performants du renseignement français, le SR de Belfort. Créé dans les années 1880, ce dernier a montré toute son utilité lors de la Première Guerre mondiale en tant que SR d'aile, situé à droite du front et s'étendant à travers la Suisse.

L'Armistice de 1918 n'arrête pas son activité mais « par la logique des choses ou par nécessité », il connaît quelques modifications. « Sérieusement comprimé », il ne conserve que ses annexes suisses. Le centre de Réchésy, qui s'occupait du dépouillement de la presse étrangère, le contrôle postal à Pontarlier et les postes de la frontière du Jura sont supprimés. Par contre, deux avant-gardes sont immédiatement créées en Alsace, à Strasbourg et à Mulhouse. Le rôle de l'antenne de Strasbourg est assez délicat au début en raison de la présence dans la ville de l'État-major et du SR de la 4^e armée dirigée par le général Gouraud. Enfin, pour donner satisfaction au colonel de Cointet, chef du 2^e bureau du Grand quartier général (GQG), qui souhaite un chapelet de postes de renseignement sur le Rhin, le commandement du SR est transporté de Belfort à Strasbourg et le SRB devient le SRA². Ce dernier complète un dispositif de deux autres SR orientés vers l'Allemagne, le Centre de liaison français d'Aix-la-Chapelle et le poste de Mayence, tous deux rattachés à l'État-major de l'armée française d'occupation des pays rhénans.

Dans cet ensemble, le SR d'Alsace a plutôt pour mission de se renseigner sur l'Allemagne du Sud (Bade, Wurtemberg, Bavière), la Suisse du Nord et le Tyrol. Il possède une annexe à Ludwigshafen et étend son action jusqu'à Bâle et Zurich. Il est en liaison avec les commissariats

2. Service historique de la Défense, Archives de la Guerre et de l'Armée de Terre (SHD GR), 1 K 173. Conférence faite à l'EMA par le lieutenant-colonel Andlauer, 24 octobre 1925, p. 63-64.

spéciaux de police de Montbéliard, Belfort et Delle. Quand le poste de Sarrebruck, qui surveille la Sarre, est transféré à Forbach en Moselle, celui-ci devient une autre annexe du SRA³.

Les résultats obtenus par le SRA sont importants. Les quelques mois qui suivent l'Armistice mettent l'accent sur la retraite et la démobilisation des troupes allemandes de l'autre côté du Rhin. De nombreux renseignements portent sur la situation intérieure troublée de l'Allemagne⁴. La période allant de l'ouverture de la conférence de la paix à la signature du traité de Versailles reste marquée par l'incertitude quant à ses réactions possibles⁵. En fait, la mission du SR d'Alsace reste la même que celle dévolue au SR de Belfort avant 1914 : « Renseigner le commandement sur l'armée allemande actuelle et le milieu dans lequel elle évolue, d'après les directives de l'EMA⁶ ».

Le personnel et les chefs de poste successifs du SRA

À la tête du SRB depuis 1913, le chef de bataillon Louis Andlauer commande le SRA jusqu'au 1^{er} mars 1920. Les réservistes, qui composent l'essentiel des effectifs pendant la guerre, sont démobilisés. Dès la fin novembre 1918, le GQG lui envoie des officiers de l'active pour les remplacer mais ceux-ci manquent souvent « de ce sens des affaires et de cette souplesse qui sont indispensables pour réussir dans les postes de SR, où l'on manie l'agent ». Néanmoins, quelques spécialistes émergent comme les capitaines Roux et Raphène⁷.

Les successeurs d'Andlauer au SRA sont des officiers de grande valeur et connaissent par la suite une carrière prestigieuse, ce qui montre encore l'importance du poste de Strasbourg dans le

3. Olivier FORCADE, « La sortie de guerre des services spéciaux militaires français 1918-1925 », *Cahiers du CEHD* n° 31, 2007, p. 54-55.

4. SHD GR, 16 N 1312.

5. Olivier LAHAÏE, « Le renseignement militaire dans l'Allemagne d'après-guerre (mai 1919-mars 1920) : à la recherche d'une nouvelle sécurité », *Revue historique des Armées*, n° 256, 2009, p. 36-38.

6. SHD GR, 1 K 173. Observations et suggestions du commandant Roux, chef du poste de Strasbourg au sujet du stage à l'EMA du 21 au 28 octobre 1925, p. 2.

7. SHD GR, 1 K 173. Conférence faite à l'EMA par le lieutenant-colonel Andlauer, 24 octobre 1925, p. 63.

renseignement français. Il s'agit des commandants Arendt, Louis Koeltz (1922-1924) et Henri Roux (1924-1926). En 1932, Koeltz est chef du 2^e bureau de l'EMA et est regardé comme l'un des officiers les plus brillants de l'armée de terre⁸. Le commandant Roux illustre bien lui-aussi « la filière allemande du parcours professionnel des spécialistes de renseignement dans les années d'après-guerre⁹ ». Il installe et organise pendant quatre mois, fin 1918-début 1919, l'antenne de Strasbourg. Après un passage à l'État-major de l'armée du Rhin, il devient en 1923 l'adjoint de Koeltz au SRA, qui le recommande comme futur chef de poste. Selon lui, le commandant Roux est « l'officier de renseignement parfait, qui excelle dans la neutralisation du contre-espionnage allemand très actif ». De fait, il lui succède au poste de Strasbourg avant de parvenir à la tête des services spéciaux français de 1934 à 1936¹⁰.

Un des adjoints de Roux au SRA est le lieutenant aviateur André Sérot. Avec l'accord de ses chefs, il se met à intoxiquer l'*Abwehr*, le nouveau SR militaire allemand, en lui faisant passer de faux renseignements de plus en plus importants, notamment à propos d'un stabilisateur d'avion expérimenté à Chartres, qui doit pour au moins deux ans orienter les recherches allemandes dans une mauvaise direction¹¹.

Le recrutement de nouveaux agents

Pendant la Grande Guerre, les agents alsaciens ont été le « principal et meilleur élément d'information » du SR de Belfort¹². Certains d'entre eux sont immédiatement récompensés de la Légion d'honneur comme le professeur à la Faculté de médecine de Strasbourg Léon Blum, qui a fait parvenir depuis la capitale alsacienne « des renseignements militaires

8. Peter JACKSON, *La France et la menace nazie. Renseignement et politique 1933-1939*, Paris, Nouveau Monde, 2017, p. 34. D'origine alsacienne, le général de Corps d'Armée Koeltz fait prisonnier une partie de l'armée allemande en Tunisie en 1943.

9. Olivier FORCADE, *La République secrète*, op. cit., p. 111.

10. *Ibid.*

11. Général MERSON, « Un précurseur de la « pénétration ». Le lieutenant André Sérot au travail », in *Colonel André Sérot. De Xertigny à Jérusalem*, opuscule de l'Amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale, p. 14.

12. SHD GR, 1 K 173. Conférence faite à l'EMA par le lieutenant-colonel Andlauer, 24 octobre 1925, p. 63.

de la plus haute importance », notamment en avertissant des préparatifs allemands en vue des batailles de Verdun (février 1916) et de Caporetto (octobre 1917)¹³.

Mais dès la fin de 1918, un personnel nouveau d'agents est à recruter. Les agents alsaciens reprennent leurs occupations civiles. Selon Andlauer, l'Alsace étant redevenue française, le rêve de leur vie est réalisé et l'espionnage en temps de paix est beaucoup moins considéré¹⁴. De même, si, au milieu des années 20, certains des meilleurs agents du SRA sont encore des Alsaciens, avec le temps et la fermeture progressive de la frontière du Rhin, ceux-ci deviennent « de plus en plus rares » car, écrit le commandant Roux, « l'Alsacien est suspect à priori aux Allemands¹⁵ ».

Néanmoins, la crise morale et les graves difficultés économiques que connaît l'Allemagne après sa défaite permettent le recrutement massif outre-Rhin d'Allemands de tous milieux sociaux. À cela s'ajoute, d'après le général Navarre, autre ancien chef du SR, « notre prestige de vainqueurs, auquel l'Allemand est particulièrement sensible¹⁶ ». De fait, le SR d'Alsace travaille avec un rendement « presque maximum¹⁷ ». Mais ce régime exceptionnel ne dure pas et dès fin 1919, le contre-espionnage allemand commence à faire sentir de nouveau son action¹⁸. Le nombre de condamnations pour espionnage en Allemagne confirme cette impression de facilité de recrutement d'agents : il est multiplié par dix entre 1919 et 1924¹⁹.

13. Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), 121 AL 129. Rapport concernant Léon Blum proposé pour la Légion d'honneur par le chef du SRA Andlauer, 24 juin 1919.

14. SHD GR, 1 K 173. Conférence faite à l'EMA par le lieutenant-colonel Andlauer, 24 octobre 1925, p. 63-64.

15. SHD GR, 1 K 173. Observations et suggestions du commandant Roux, chef du poste de Strasbourg au sujet du stage à l'EMA du 21 au 28 octobre 1925, p. 2.

16. Henri NAVARRE, *Le service de renseignements 1871-1944*, Paris, Plon, 1978, p. 24.

17. SHD GR, 1 K 173. Observations et suggestions du commandant Roux, chef du poste de Strasbourg au sujet du stage à l'EMA du 21 au 28 octobre 1925, p. 2.

18. SHD GR, 1 K 173. Conférence faite à l'EMA par le lieutenant-colonel Andlauer, 24 octobre 1925, p. 64.

19. Olivier FORCADE, *La République secrète*, op. cit., p. 84-85.

La réorganisation de la police de renseignement en Alsace

Entre continuité et implantation du modèle français

78

La police est une autre composante du renseignement français en Alsace. Elle doit à la fois s'adapter aux structures allemandes existantes et innover en introduisant un des principaux éléments du modèle français, la police spéciale, dépendante des préfets et de la direction de la Sûreté générale du ministère de l'Intérieur.

La transition entre les deux systèmes est d'abord facilitée par la réalisation d'un véritable « coup d'État » : le 7 novembre 1918, Jules Lévy, un juge au tribunal de Strasbourg, aidé d'une vingtaine de ses amis, magistrats, notaires et avocats s'empare de la Présidence de police²⁰. Il propose de congédier un certain nombre de policiers allemands, notamment les fonctionnaires supérieurs dont certains ont déjà regagné l'Allemagne et de nommer quelques Alsaciens à des postes clés²¹. Il reste provisoirement en fonction le temps que le commissaire spécial en mission Louis-Othon Fischer, arrivé à Strasbourg dès le 20 novembre, se familiarise avec ses rouages « assez particuliers, mais fort intéressants », s'occupe de recruter des policiers et de rechercher « tous les éléments susceptibles de constituer un danger pour la défense nationale ou la sécurité publique²² ». Néanmoins, la première opération du commissaire français est d'arrêter l'émission d'un emprunt municipal de cinquante millions de marks et de saisir les billets tirés ou en cours de tirage²³.

Le choix de placer Othon Fischer à la tête de la police de Strasbourg ne relève pas du hasard. Alsacien, natif de Wesserling, il est l'un des meilleurs commissaires spéciaux de France et un spécialiste du renseignement. Pendant 27 ans, il l'a pratiqué depuis la gare frontière d'Igney-Avrincourt (Meurthe-et-Moselle) sur la ligne de chemin de fer Paris-Strasbourg

20. ADBR, 121 AL 847. Commissaire spécial Fischer à Haut-Commissaire pour l'Alsace-Lorraine, 25 novembre 1918.

21. ADBR, 121 AL 847. Jules Lévy à Haut-Commissaire, 23 novembre 1918.

22. ADBR, 121 AL 847. Fischer à Haut-Commissaire, 25 et 30 novembre 1918.

23. ADBR, 286 D 148. Renseignements sur le directeur des services de police Fischer, s.d.

en actionnant un impressionnant réseau de correspondants en Alsace-Lorraine²⁴. Appelé à la mobilisation comme chef de la sûreté au GQG, il y occupe la pièce voisine du commandant Zopff, chargé de son SR²⁵. Une de ses dernières notations le décrit comme un « très bon serviteur de l'État, laborieux, consciencieux, très honnête²⁶ ».

Fischer prend possession des lieux. La tâche est immense. Il dit lui-même qu'il est en présence « de difficultés insurmontables » et doit accomplir « un travail énorme avec des moyens lamentablement insuffisants²⁷ ». « Nous vivions ici en 1919 dans un véritable tourbillon qui ne me permettait pas d'accorder une attention particulière à des questions dont l'intérêt n'apparaissait pas alors comme capital²⁸ ».

La réorganisation de la police alsacienne est pragmatique. Une certaine continuité est d'abord respectée car on maintient à Strasbourg le système allemand de police d'État, dont les attributions ne sont pas seulement policières mais aussi d'administration municipale et préfectorale²⁹. Nommé officiellement directeur des services de police de Strasbourg-Ville, Fischer conserve tous les pouvoirs de l'ancien président de police allemand. Mais à son départ en retraite en juillet 1923, son poste est supprimé et les services purement administratifs de la direction de police sont rattachés à la préfecture du Bas-Rhin, qui se voit aussi conférer l'autorité directe sur l'ensemble de la police spéciale de la ville³⁰.

24. Grald SAWICKI, *Les services de renseignements la frontire franco-allemande (1871-1914)*, thse de doctorat d'histoire contemporaine, Universit de Nancy 2, 2006, p. 274-300.

25. SHD GR, 7 NN 2453. Campagne de 1914 : Contrle nominatif du personnel de la Sret gnrale affect aux Armes.

26. ADBR, 286 D 148. Notice et renseignements sur Fischer, s.d.

27. ADBR, 271 D 4. Fischer directeur des services gnraux de police d'Alsace et de Lorraine, 17 octobre 1922.

28. ADBR, 286 D 149. Fischer directeur de la Sret gnrale, 10 septembre 1921.

29. Le prsident de police faisait aussi fonction de directeur de cercle (sous-prfet) de Strasbourg-ville.

30. ADBR, 121 AL 847. Note relative au rattachement des services administratifs de la direction de police de Strasbourg-ville la prfecture du Bas-Rhin, 22 juin 1923.

Par contre, d'authentiques structures policières françaises ne tardent pas à se mettre en place. En raison de la recrudescence des délits est créée à Strasbourg le 29 décembre 1919 la 17^e brigade de police mobile. Chargée de la police judiciaire en Alsace et en Moselle, elle possède quelques prérogatives en matière de contre-espionnage³¹.

Mais l'élément moteur du renseignement policier est la police spéciale. Elle s'installe dès la fin de 1918 dans les principales gares de chemin de fer, sur la frontière ou au sein des préfectures. Un service de sûreté, le bureau de centralisation des renseignements (BCR), relève de la direction des affaires militaires du commissariat général de la République créé en mars 1919. À la direction de police de Strasbourg, des policiers se spécialisent : un commissaire spécial s'occupe de la presse, un autre est chargé du mouvement ouvrier³². Des postes spécifiques sont créés comme à Strasbourg au Port du Rhin ainsi qu'au pont et à la gare de Kehl. Ce dernier poste collabore directement avec le SRA³³.

En septembre 1919, la surveillance de la frontière franco-allemande est délimitée avec précision avec tous les points de passage à contrôler par les commissariats spéciaux. L'Alsace compte 7 secteurs de surveillance, 2 dans le Haut-Rhin (Mulhouse, Colmar) et 5 dans le Bas-Rhin (Sélestat, Erstein, Strasbourg, Haguenau, Wissembourg)³⁴.

Expérimentés, les commissaires spéciaux sont en majorité d'origine alsacienne. Ainsi, le commissaire spécial de Belfort, Jean-Baptiste Hissler, est né à Kientzheim. Il est nommé en février 1919 commissaire spécial de Mulhouse après avoir été quelques mois affecté à l'antenne du SR dirigé par Andlauer³⁵. Natif de Mulhouse, le commissaire spécial de Colmar Alphonse Bauer remplace en 1921 Alphonse Schwab à

31. ADBR, 121 AL 847. Proposition de création d'une brigade mobile, 20 août 1919.

32. ADBR, 286 D 147. Note au sujet des effectifs de la police de Strasbourg, 20 juillet 1921.

33. ADBR, 286 D 146. Directeur des services généraux de police d'Alsace et de Lorraine à commissaire général, 6 juillet 1923.

34. Archives départementales de la Moselle, 304 M 315. Service de surveillance de la frontière sur tout le territoire d'Alsace et de Lorraine, septembre 1919.

35. ADBR, 121 AL 850. Lettres de l'État-major de Belfort, 27 novembre 1918 et du commissaire de la République à Colmar, 19 février 1919.

la tête de l'importante police spéciale de la gare centrale de Strasbourg. Originaire de Bischwiller, Alfred Walter prend la direction du BCR le 9 décembre 1919. On pourrait multiplier les exemples³⁶.

L'affectation des inspecteurs spéciaux est plus difficile. Dans l'urgence ont été nommés des auxiliaires provisoires, qu'il faut régulariser. Néanmoins, pour faciliter le recrutement sur place, un examen spécifique est organisé à Strasbourg avec des épreuves aux coefficients modifiés³⁷.

Il y a en effet une forte tension sur les effectifs en raison des missions de plus en plus abondantes. Le nombre de commissaires spéciaux est « absolument insuffisant », reconnaît début 1919, le commissaire de la République à Colmar. Il faut assurer la sécurité, être renseigné sur la propagande allemande dans la classe ouvrière « particulièrement agitée », enquêter sur les « Allemands indésirables », les « Alsaciens dénonciateurs » et « ceux signalés pour leurs agissements et leur attitude pendant la guerre ». Les commissions de triage réclament aussi leur lot d'enquêtes. Il est absolument indispensable d'augmenter le personnel car sinon : « Il est impossible d'assurer un service extrêmement important dans un pays aux éléments si divers et où la police française a le devoir d'agir avec la plus grande circonspection³⁸ ».

À la direction de police de Strasbourg, le constat est identique. « Les multiples services extraordinaires d'enquête nécessités par la situation exceptionnelle d'Alsace-Lorraine » requièrent un personnel supplémentaire d'inspecteurs³⁹.

36. Les commissaires spéciaux Kieffer à Sélestat, Hertel à Colmar, Siegler à Erstein, Wurth à Haguenau, Krumenacker à Wissembourg, Seltzer à Guebwiller, qui devient fin 1919 le chef de la 17^e brigade mobile, etc.

37. ADBR, 121 AL 848. Décret du président de la République. Des épreuves portent sur la géographie de l'Alsace-Lorraine et des rives du Rhin ainsi que sur la connaissance des langues étrangères et des dialectes.

38. ADBR, 121 AL 847. Commissaire de la République à Colmar à Haut-Commissaire, 15 janvier 1919.

39. ADBR, 286 D 147. Fischer à directeur des services généraux de police d'Alsace et de Lorraine, 7 janvier 1920.

Enfin, le commissariat général de la République se dote d'un organe de centralisation et de coordination, la direction des services généraux de police d'Alsace et de Lorraine⁴⁰. Là encore, de grands policiers s'y succèdent. Le premier directeur, d'avril 1919 à avril 1921, est Adrien Mallet, ancien commissaire spécial de Briey (Meurthe-et-Moselle), chef de la sûreté de la 6^e armée pendant la guerre et futur contrôleur général des services de recherches judiciaires. Son successeur jusqu'à sa retraite en 1932 n'est autre que Jules Sébille, l'un des fondateurs en 1907 des « Brigades du Tigre ». Conseiller technique de la Sûreté générale auprès du général Joffre au GQG, il obtient d'importants résultats dans le démantèlement des réseaux d'espionnage allemands⁴¹.

La résolution de nombreuses affaires d'espionnage

Dès son arrivée, le commissaire spécial Fischer s'applique « à recueillir et à mettre en sûreté » ce qui reste des archives de la *Zentralpolizeistelle*, le « bureau central de la police » de Strasbourg. Ces archives sont en effet très sensibles. Pendant une grande partie de l'annexion, la *Zentralpolizeistelle* a été l'un des plus importants services d'espionnage et de contre-espionnage allemand dirigés contre la France. Son dernier directeur, Maximilian Bauer, a même été nommé en 1914 sur le front Ouest, chef de la *Geheime Feldpolizei* (police secrète de campagne), chargé entre autres attributions de la sécurité personnelle de l'empereur Guillaume II⁴².

Pour exploiter ces archives, Fischer s'adjoint le concours de Charles Muthmann, brigadier de la police allemande de Strasbourg, qu'il nomme dans la foulée sous-chef de la sûreté de la police municipale. Car, originaire de Peltre en Lorraine annexée, Muthmann est aussi « l'agent Z », un de ses plus précieux correspondants d'Alsace-Lorraine depuis 1902⁴³. Les deux policiers consacrent « chaque nuit plusieurs heures » à l'examen des

40. ADBR, 121 AL 847. Décision du commissaire général de la République Millerand, 16 avril 1919.

41. Charles DIAZ, « Sébille, Jules, Joseph (1857-1942) », in Michel AUBOUIN, Arnaud TEYSSIER, Jean TULARD (dir.), *Histoire et dictionnaire de la police. Du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 2005, p. 860-861.

42. Gérald SAWICKI, *Les services de renseignements à la frontière franco-allemande (1871-1914)*, op. cit., p. 243-244.

43. ADBR, 286 D 149. Attestation de Fischer à Muthmann, 19 décembre 1921.

dossiers d'espionnage mais les plus intéressants semblent avoir été vidés de leur contenu⁴⁴, conformément à une circulaire édictée le 10 octobre 1918 par le secrétaire d'État du ministère d'Alsace-Lorraine Tschammer⁴⁵. Certaines de ces archives ont été brûlées, soit dans des poêles, soit de nuit dans une cour intérieure des bâtiments de la Présidence de police allemande⁴⁶. Néanmoins, de nombreux documents compromettants sont saisis, notamment neuf cahiers d'ordre de la *Zentralpolizeistelle* pour les années 1912-1916⁴⁷. Une partie de l'activité de ce service est mise à jour. Des espions établis en France avant et pendant le conflit mondial sont découverts. Fischer trouve, par exemple, « la preuve matérielle et par conséquent juridique » des agissements de Paoli Schwartz alias agent 39, un important agent de l'Allemagne. Il parvient à le localiser dans le Pays de Bade et ordre est donné de le mettre en arrestation afin « si possible d'éclaircir de nombreuses affaires anciennes ». Appréhendé le 18 février 1919, Paoli Schwartz est dirigé vers Lille où il a fait emprisonner des Français pendant la guerre. Ses aveux circonstanciés et ses révélations à l'instruction conduisent la Sûreté générale à mener une trentaine d'enquêtes et à procéder à l'arrestation de 17 de ses complices, « auxiliaires de police allemande » lors de l'occupation du Nord de la France⁴⁸.

Les « fiches des agents laissées par les Allemands à Strasbourg et à Bruxelles » permettent ainsi de nombreuses procédures mais la loi « trop douce » de 1886 contre l'espionnage et l'amnistie empêche « la répression d'être complète », regrette en décembre 1931 le chef des services spéciaux, le lieutenant-colonel Laurent⁴⁹.

Enfin, au tournant de 1919, quelques agents allemands se livrent spontanément aux autorités françaises. Pour demeurer en Alsace où ils ont des intérêts, ils dévoilent leurs secrets et proposent leurs services.

44. ADBR, 121 AL 855. Fischer à direction de la Sûreté générale, 30 décembre 1918.

45. Charles SCHMIDT, *Les plans secrets de la politique allemande en Alsace-Lorraine (1915-1918)*, Paris, Payot, 1922, p. XIII.

46. ADBR, 286 D 149. Exposé des conditions dans lesquelles l'examen des documents provenant de la Z.P.St. a été confié à M. Muthmann, 26 octobre 1921.

47. ADBR, 271 D 4. Rapport du directeur de police Fischer, 30 mai 1921.

48. Gérard SAWICKI, « Paoli Schwartz, le « dernier prisonnier de guerre allemand » de la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 233, janvier-mars 2009, p. 28-29.

49. Olivier FORCADE, *La République secrète*, op. cit., p. 86.

Ainsi, tout en le surveillant de très près, le commissariat spécial de la gare de Strasbourg et un SR militaire utilisent jusqu'en 1921 l'Alsacien Émile Krebs, qui fut pourtant en 1910 l'un des responsables de l'arrestation du chef du SR de Belfort, le capitaine Lux⁵⁰.

Un épisode de guerre secrète : l'affaire Scherf

L'affaire Scherf illustre néanmoins les difficultés auxquelles est confrontée la police française en Alsace. Elle révèle au grand jour certaines tensions entre administrations ainsi que la poursuite de la guerre secrète après 1918. Originaire de Thuringe, Hugo Scherf est en 1921 l'un des derniers policiers de nationalité allemande encore maintenu en service par la police française en Alsace. Affecté dès 1911 à la surveillance et au contrôle des voyageurs à la gare de Strasbourg, il semble s'être conduit correctement à l'égard des Alsaciens pendant la guerre et avoir fourni des indications d'ordre militaire de sorte qu'il conserve provisoirement ses fonctions fin novembre 1918. Vieux-Allemand, il est licencié le 1^{er} janvier 1919. Mais le commissaire spécial de la gare de Strasbourg Schwab, qui manque de personnels, continue à l'utiliser comme indicateur dans « les milieux non accessibles aux agents alsaciens ». Des témoignages favorables ainsi que l'appui de la police de Strasbourg, qui reconnaît en lui des qualités « d'intelligence, de tact et de bonne tenue » ainsi qu'une « expérience professionnelle supérieure à la moyenne » permettent en mai 1919 à la commission de triage de transformer sa carte D en carte B et à Scherf de réintégrer la police française. Il devient alors « l'homme de confiance absolu » du commissaire Schwab, qui lui confie « les missions les plus délicates de la police spéciale », comme se renseigner sur des fonctionnaires, des magistrats ou des personnalités politiques du département du Bas-Rhin⁵¹. En instance de naturalisation, Scherf se met toutefois à livrer des renseignements confidentiels aux services spéciaux allemands, trahissant notamment neuf agents ou anciens agents du SR d'Alsace. Mais début septembre 1921, le SR français prend possession grâce à l'« agent Varsovie » d'un document accablant de la

50. SHD GR, 7 NN 3073. Note pour la SCR, 1^{er} mars 1921 et Koeltz à chef du SR, 1^{er} décembre 1922.

51. ADBR, 121 AL 111. Adjoint au secrétaire général à commissaire général de la République, 26 octobre 1921.

Landesgrenzpolizei-Osten de Berlin ⁵². Une enquête rondement menée par le commissaire spécial Bauer permet de circonscrire les fuites à l'entourage de son collègue Schwab. Arrêté, confondu, l'inspecteur Scherf réussit pourtant, le 12 octobre 1921, à s'échapper du commissariat spécial de police de la gare de Strasbourg et à passer la frontière. Le scandale est immense et le retentissement national. En Alsace, les journaux proches du commissariat général de la République ont tendance à enfler l'affaire alors que ceux proches de la Préfecture du Bas-Rhin cherchent à la minimiser. Quelques sanctions sont prises. Toutefois, l'affaire ne semble pas aussi grave, si l'on en croit le commandant Arendt, chef du SRA. Excepté deux agents dénoncés, les autres sont peu importants ou déjà brûlés :

Bref, il nous faut encaisser. Le coup ne sera pas trop sensible. C'est la guerre. Le document bienheureux de Va[rsovie] va provoquer, je l'espère, une épuration prolongée de la police alsacienne ; ce sera malgré tout un pays toujours difficile pour nous : les Allemands y ont trop de facilités ! Aucune précaution de notre part n'est superflue ⁵³ !

La nécessité du renseignement en Alsace

La police spéciale et la surveillance politique

La guerre secrète franco-allemande, qui se poursuit en Alsace après 1918, rappelle par certains côtés ce qui s'est déjà déroulé en Suisse pendant la Grande Guerre où les SR allemands se livraient à la fois à l'espionnage et à la propagande.

En 1922, Jules Sébille explique pourquoi la police doit recourir à des agents secrets rémunérés dans les territoires recouverts. Elle ne doit pas seulement s'occuper de « la surveillance des suspects au point de vue national, des menées antimilitaristes et communistes » mais aussi « combattre les formes aussi multiples qu'imprévues sous lesquelles s'exerce la propagande allemande ⁵⁴ ».

52. SHD GR, 7 NN 2620. Ministre de la Guerre à sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil (section d'Alsace-Lorraine), 9 novembre 1921.

53. SHD GR, 7 NN 2620. Arendt à chef du SR, 15 octobre 1921.

54. ADBR, 121 AL 849. Jules Sébille à commissaire général de la République, 6 mai 1922.

Il s'agit, par exemple, de l'agitation en faveur de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, dirigée par le comité exécutif de Baden-Baden, de l'action des sociétés d'expulsés d'Alsace-Lorraine, de la propagande anti-française menée par les sociétés d'anciens militaires (*Kriegervereine*) ou d'étudiants.

Les services français recherchent en Alsace les correspondants de ces groupements. La surveillance est poussée et de nombreux documents sont découverts. On s'efforce d'établir les relations avec le gouvernement allemand et de retracer les circuits financiers, y compris en Suisse et en Sarre où de grands industriels comme les Röchling jouent les intermédiaires.

Une grande partie de la propagande allemande pour l'autonomie de l'Alsace-Lorraine s'organise en Suisse, estime le BCR⁵⁵. Grâce aux listes de contrôle, les consulats allemands connaissent exactement les Alsaciens qui sont demeurés Allemands et qui peuvent faire de fréquents envois de tracts sous enveloppes fermées à leurs parents et amis demeurés en Alsace⁵⁶. L'homme de confiance d'une nouvelle association de propagande neutraliste est identifié ainsi que la somme qu'il a déjà touchée par l'intermédiaire d'une banque de Bâle⁵⁷.

En 1921, le BCR réalise une analyse des statuts et un examen de la liste des membres fondateurs de l'*Elsässer Bund*⁵⁸, qui démontre que cette association peut être considérée comme « le berceau du neutralisme ». Le service a d'ailleurs déjà signalé la plupart de ses membres dès 1919⁵⁹. Enfin, en novembre 1921, « un très bon agent » du SRA précise que le *Heimatsdienst*⁶⁰ possède une annexe à Berlin qui s'occupe particulièrement d'espionnage. Elle est « en relations téléphoniques tous les matins avec le

55. ADBR, 121 AL 379. Compte-rendu au sujet de la propagande allemande en Alsace-Lorraine, 26 mars 1920.

56. ADBR, 286 D 386. Rapport du directeur de police Fischer, 19 septembre 1921.

57. SHD GR, 7 NN 2648. Rapport d'une bonne source au SR, 27 mars 1922.

58. Association pro-allemande d'Alsaciens-Lorrains de souche créée en juillet 1918.

59. ADBR, 121 AL 384. Rapport mensuel du BCR, mai 1921.

60. Organe de propagande et occasionnellement d'espionnage fondé au printemps 1918 et soutenu par le ministère de l'Intérieur du *Reich*.

colonel Hasse du ministère de la Guerre du *Reich* ». Cette annexe soutient financièrement les bureaux de Baden-Baden et de Bâle, qui se consacrent à la propagande neutraliste en Alsace-Lorraine ⁶¹.

Les SR et le trio de Baden-Baden

En 1919-1920, l'épisode le plus connu concerne ce « comité exécutif de la République libre d'Alsace-Lorraine ». Établi à Baden-Baden depuis avril 1919, il est dirigé par le pseudo comte Charles Rapp et les docteurs René César Ley et Henri Muth. Sur l'initiative d'Erzberger, il est financé jusqu'au milieu de 1920 par le gouvernement allemand, qui cherche à préserver l'avenir en affirmant le droit à l'autodétermination de l'Alsace-Lorraine ⁶².

Des tracts sont diffusés à profusion en Alsace lors des campagnes électorales et des grèves de 1919. En avril 1920 encore, les maires et adjoints des communes d'Alsace et autres personnalités marquantes reçoivent de nombreux petits paquets postaux contenant de 20 à 25 tracts autonomistes signés par le trio ⁶³. Celui-ci possède des correspondants en Alsace comme à Strasbourg, l'architecte et ancien officier allemand Walter Koessler. Considéré comme l'homme de confiance des neutralistes, il reçoit régulièrement de l'argent du « comte » Rapp pour mener une campagne, qui doit « déterminer un état d'esprit favorable à l'autonomie ». Des dirigeants des syndicats ouvriers alsaciens sont approchés afin qu'ils provoquent une grève générale exclusivement fondée « sur une question d'opinion, par exemple sur l'exigence d'un plébiscite ⁶⁴ ».

Ces menées sont rapidement déjouées par la police française. Il est vrai que certains des membres du comité sont déjà connus. Ley, par exemple, a été inscrit pendant la guerre sur les listes interalliées des

61. SHD GR, 7 NN 2097. La propagande anti-française en Alsace et en Lorraine. Le mouvement autonomiste depuis 1919. Étude remise par le commissaire spécial Bauer au SR de Belfort, 10 janvier 1927.

62. Christian BAECHLER, « L'Alsace-Lorraine dans les relations franco-allemandes de 1918 à 1933 », in Jacques BARIETY, Alfred GUTH, Jean-Marie VALENTIN (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales*, Nancy, PUN, 1987, p. 71-72.

63. ADBR, 121 AL 868. Note du chef du BCR Walter, 20 avril 1920.

64. Chantal METZGER, *L'Alsace entre la France et l'Allemagne, 1919-1932. La défense des intérêts alsaciens*, thèse de doctorat de 3^e cycle de l'Université de Metz, 1980, tome 1, p. 159.

suspects sous le n°478⁶⁵. Des lettres adressées au « comte » Rapp sont interceptées et photographiées. Leur contenu montre à quel point la question de la révision du traité de Versailles fait l'objet des préoccupations allemandes⁶⁶. Le SRA localise l'imprimerie allemande où sont fabriqués les tracts et la police spéciale de Strasbourg identifie les relations alsaciennes du trio. Le SR allemand de Fribourg-en-Brigau est également « en liaison étroite » avec Baden-Baden, affirme le directeur de police Fischer⁶⁷. Toutes ces enquêtes aboutissent à un procès par contumace le 19 mai 1920 à la cour d'assises du Bas-Rhin. Le 7 juin 1928, Ley est même condamné pour espionnage par le tribunal de Strasbourg. Il a tenté cette fois-ci de se procurer des renseignements militaires, notamment sur les fortifications alsaciennes, ainsi que des indications sur le commissariat spécial de la gare et les officiers du SR de Strasbourg⁶⁸.

Après 1918, l'Alsace continue à être un des théâtres de la guerre secrète franco-allemande. Malgré des difficultés, les SR français sont de qualité et en général bien renseignés grâce à des sources nombreuses et diversifiées. Mais une nouvelle réorganisation s'avère bientôt nécessaire. En prévision d'un futur conflit, le SR frontière se réinstalle à Belfort en 1927 et se camoufle en service des communications militaires (SCM) tout en conservant une antenne à Strasbourg. Pendant quatre mois à partir de janvier 1928, le commandant Louis Rivet en est l'adjoint du chef de poste. Affecté ensuite à Belfort, il prend le commandement du SCM de l'automne 1928 à décembre 1930 pour le « remonter et accroître son rendement ». Il y démontre toutes ses qualités d'organisateur avant de diriger les services secrets français de 1936 à 1944⁶⁹. Pendant ce temps, les commissaires spéciaux de Strasbourg Bauer et Becker s'activent à détecter les contacts entre les services allemands et certains membres du mouvement autonomiste alsacien. L'affaire Roos illustrera toute la patience nécessaire aux SR français dans leur lutte contre l'espionnage allemand⁷⁰.

65. SHD GR, 7 NN 2433. Note de renseignements sur les nommés Ley et Favre, 8 mai 1918.

66. ADBR, 286 D 386. Rapport du commissaire spécial Schwab, 5 juin 1920.

67. ADBR, 271 D 4. Rapport du directeur de police Fischer, 30 avril 1920.

68. SHD GR, 7 NN 2433. Note du 2^e bureau, 12 décembre 1927.

69. Général Louis RIVET, *Carnets du chef des services secrets 1936-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2010, p. 16.

70. Gaby ARON-CASTAING, *Soldats sans uniforme. La répression policière de l'espionnage et de la trahison, de l'affaire Dreyfus à 1945*, Paris, Nouveau Monde, 2017, p. 186-194.

Résumé

La guerre est finie, la guerre secrète continue. Les services de renseignement français en Alsace recouvrée (1918-1924)

La fin de la Première Guerre mondiale ne marque pas une véritable rupture dans l'organisation et le fonctionnement des services de renseignement français. En Alsace, ils se composent de services militaires et policiers. Dès juin 1919, un SR d'Alsace est créé résultant du transfert à Strasbourg du SR militaire de Belfort. Il a surtout pour mission de se renseigner sur l'Allemagne du Sud. Des officiers compétents l'animent et obtiennent des résultats importants grâce à un recrutement de sources nombreuses et diversifiées.

La réorganisation de la police alsacienne mêle continuité et nouveaux apports mais la police spéciale demeure l'élément moteur du renseignement policier. Elle s'installe dans les grandes gares de chemin de fer, à la frontière ou au sein des préfectures. De grands policiers sont affectés en Alsace comme Louis-Othon Fischer ou Jules Sébille. Les missions policières deviennent de plus en plus nombreuses du fait de la situation particulière de la région.

L'Alsace reste en effet un des théâtres de la poursuite de la guerre secrète franco-allemande après 1918 comme le révèlent les affaires du policier Scherf ou du « comité exécutif de la République libre d'Alsace-Lorraine ».

Zusammenfassung

Der Krieg ist beendet, der Krieg der Geheimdienste geht weiter. Französische Nachrichtendienste im wiedererlangten Elsass (1918-1924)

Das Ende des Ersten Weltkrieges ändert nicht viel an der Organisation und der Funktionsweise der französischen Nachrichtendienste. Im Elsass sind Abteilungen des Militärs und der Polizei im Einsatz. Ab Juni 1919 wird ein Nachrichtendienst im Elsass eingerichtet, es handelt sich um die Verlegung des militärischen Dienstes aus Belfort. Er soll sich überwiegend

um Informationen aus Süddeutschland bemühen. Er wird erfolgreich von fähigen Offizieren geleitet, die es schaffen zahlreiche unterschiedliche Quellen anzuwerben.

Die Neugestaltung der elsässischen Polizei setzt auf den alten Bestand sowie auf Neuzugänge. Eine Spezialeinheit der Polizei wird zum tragenden Element der nachrichtendienstlichen Arbeit. Sie richtet sich in den großen Bahnhöfen, an der Grenze oder in den Präfekturen ein. Große Persönlichkeiten der Polizei, wie Louis-Othon Fischer oder Jules Sébille, werden ins Elsass versetzt. Auf Grund der besonderen Lage der Region werden die polizeilichen Aufgaben immer zahlreicher.

In der Tat bleibt das Elsass der Ort wo der geheime Krieg weitergeführt wird, wie es die Affären um den Polizist Scherf oder dem „Exekutiv-Komitee der Freien Republik Elsass“ bezeugen.

Summary

The war is finished, the secret war is going on. French Intelligence services in reconquered Alsace (1918-1924)

The end of World War I is no clear break in the organisation and the functioning of the French Intelligence services. In Alsace they were in the hands of the army and of the police. The Belfort military office was actually transferred to Strasbourg where it opened in 1919. Its mission was mainly to collect information on south Germany. The officers in charge were very competent and successful, thanks to the help of numerous diversified sources.

The recent reorganisation of the Alsatian police forces combined tradition and new features, but the special police forces remained the essential Intelligence unit. They were present in the major railways stations, at the country's borders or in the préfectures. Some prominent officers like Louis-Othon Fischer or Jules Sébille were given these positions. The missions of the police were to become more and more numerous because of the very particular situation of Alsace.

Alsace actually remained the place where the secret Franco-German war was being waged after 1918, as the police constable Scherf file or the “executive committee of the free republic of Alsace-Lorraine would reveal”.